

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

débuté et il reste à voir si la tendance aujourd'hui encourageante va se stabiliser. Chaque point qui dépasse le chiffre prévu par le gouvernement ajoute un milliard de dollars au déficit, d'après les chiffres du gouvernement lui-même. Le Conference Board du Canada, qui est un organisme de prévision réputé, prévoit en 1986 des taux de 10.4 p. 100.

Il y a une autre hypothèse gouvernementale qui suscite le scepticisme, c'est sa projection de \$22.50 le baril pour le prix du pétrole. Depuis que le budget a été présenté le 26 février, le pétrole subit une baisse constante de prix, qui déjà au départ était inférieur aux prix projetés. Quel crédit peut-on alors accorder à ce chiffre de \$22.50 le baril, quand par exemple le Conseil économique du Canada base ses prévisions sur un prix de \$19 et que le Conference Board du Canada a pris celui de \$18 le baril pour le deuxième trimestre de cette année? A vue de nez, pour chaque dollar de baisse de prix du baril de pétrole, les recettes apportées au gouvernement par la taxe sur les revenus pétroliers baissent de 110 millions de dollars. S'il est vrai que le gouvernement perd autant de recettes fiscales chaque fois que le prix du baril de pétrole baisse de un dollar, il faut s'attendre, dans la conjoncture, à un manque à gagner de un milliard de dollars cette année.

Au comité législatif, quand j'ai demandé à la ministre ce qu'elle en pensait, elle m'a confirmé que si le prix du baril s'établissait en moyenne à \$10 de moins que prévu, soit à \$12.50, le gouvernement perdrait un milliard de dollars au titre de l'impôt sur le pétrole et le gaz naturel. Et encore, il ne s'agit que de la taxe directe sur les recettes pétrolières et gazières. Les problèmes régionaux, dans les provinces productrices, pourraient avoir d'autres conséquences néfastes. Au comité, la ministre s'est dite d'avis que la chute des prix du pétrole et du gaz naturel avantagerait notre économie cette année. Il est vrai que nous en profiterions, mais il serait plus réaliste de prévoir des avantages à long terme plutôt que dans l'immédiat.

Nous débattons aujourd'hui le pouvoir d'emprunt pour l'exercice en cours, période pendant laquelle nous ne saurions escompter beaucoup d'avantages de l'effondrement du cours mondial du pétrole. Le Conseil économique du Canada a affirmé, au comité permanent des finances et des affaires économiques ainsi que dans des documents qu'il a publiés par la suite sur les conséquences économiques de la chute des prix du pétrole, que la baisse des recettes fiscales accroîtrait le déficit pendant les deux premières années et que c'est seulement après trois ans que l'augmentation des recettes fiscales attribuables à la reprise économique viendrait compenser la perte initiale. Il semble donc que les Canadiens devront faire les frais des prévisions irréalistes du gouvernement quant au prix du pétrole cette année, et attendre beaucoup plus longtemps que le gouvernement ne veut le leur faire croire pour tirer parti de la situation.

Le budget prévoyait également une croissance des investissements d'environ 7 p. 100 en 1986. Toutefois, les chiffres de Statistique Canada sur les intentions d'investissement des entreprises sont bien inférieurs, puisque l'on ne prévoit qu'une augmentation de 2.5 p. 100 par rapport à l'an dernier. La différence est de taille. Là aussi, les conséquences seront graves

pour le déficit car, si la croissance économique est inférieure aux prévisions du gouvernement, toute différence de 1 p. 100 par rapport aux prévisions se traduira par une augmentation du déficit de un milliard.

[Français]

Il faut considérer aussi la structure de la dette canadienne qui est composée d'un grand nombre d'instruments ayant des échéances et d'autres caractéristiques variées. Par exemple, 5.2 p. 100 de la dette du gouvernement du Canada étaient libellés en monnaie étrangère au 31 décembre 1985. Il est tout à fait raisonnable de supposer que cette proportion va aller s'accroissant au cours de l'année 1986 puisque le gouvernement a dû réaliser des emprunts massifs sur les marchés étrangers pour supporter le cours du dollar canadien.

Or, lorsque le gouvernement emprunte sur les marchés étrangers, il doit payer des intérêts étrangers et ces paiements d'intérêt ne sont donc plus disponibles pour faire «rouler» notre économie.

Bien que les taux d'intérêt soient inférieurs sur les marchés étrangers par rapport à ceux sur les marchés domestiques, le gouvernement doit toutefois considérer le «risque de change». Puisque le gouvernement doit rembourser ces emprunts au cours des cinq ou dix prochaines années et puisque le dollar canadien peut toujours chuter par rapport aux autres monnaies, le véritable taux d'intérêt pourrait être encore plus élevé qu'un emprunt sur les marchés domestiques.

[Traduction]

Autrement dit, puisque les emprunts du gouvernement ne sont pas tous faits sur le marché intérieur, les taux d'intérêt canadiens ne sont pas les seuls qui pourraient fausser les calculs du gouvernement. L'argent emprunté sur les marchés étrangers porte intérêt au taux courant. Ce que paie le gouvernement dépend aussi de la valeur de notre dollar sur les marchés internationaux.

De toute façon, les prévisions économiques sont un peu une devinette en dépit des renseignements dont on dispose et du perfectionnement des modèles. Je le reconnais et je ne blâme pas le gouvernement d'avoir fait des prévisions, mais ce qui m'inquiète, comme nombre de mes collègues, c'est le peu de crédit qu'on peut accorder à ces prévisions, vu les résultats antérieurs et les prévisions des autres organismes. La question de la crédibilité est directement liée au projet de loi portant pouvoir d'emprunt et à l'ensemble de la stratégie budgétaire du gouvernement.

● (1230)

L'attitude adoptée par le gouvernement dans son budget était évidente: gagner la confiance de la collectivité internationale afin de stabiliser les taux d'intérêt et le dollar, et de comprimer le déficit. Qu'a pensé la collectivité internationale de ce budget dans lequel on propose pour cette année des augmentations fiscales beaucoup plus importantes que la réduction des dépenses? Qu'ont pensé les observateurs extérieurs du déficit annoncé de 29.5 milliards auquel on est parvenu en manipulant ouvertement les chiffres sur papier?